

A Clamecy, un combat pour conserver les urgences

Agnès Buzyn devait annoncer jeudi aux habitants et aux élus une solution de maintien du service la nuit

CLAMECY (NIEVRE) - envoyée spéciale

Les annonces de la ministre de la santé Agnès Buzyn, jeudi 1^{er} mars, lors des Etats généraux de la santé à Nevers (Nièvre), suffiront-elles à rassurer durablement les inquiétudes de ce département rural ? Depuis des semaines, élus et habitants du Haut Nivernais et du sud de l'Yonne se battent pour empêcher un projet de fermeture des urgences de nuit de Clamecy, une petite ville de 3 800 habitants du nord de la Nièvre. Soixante-dix élus, dont 36 maires ont présenté leur démission au préfet pour empêcher ce qui serait pour eux « *la punition de trop dans un territoire déjà sinistré* ».

La ministre de la santé devait s'engager à maintenir un service d'urgence 24 heures sur 24. Sous quelle forme ? Et pour combien de temps ? La sera tout l'enjeu. L'annonce aura sans doute pour ces élus des airs de victoire à la Pyrrhus, tant nombre d'entre eux disaient craindre que le démantèlement des urgences dans ce département ne soit plus qu'une question de temps. Alors qu'elles reçoivent une trentaine de passages en moyenne dans la journée et moins d'une dizaine la nuit, les urgences de la ville manquent de médecins urgentistes pour fonctionner correctement.

Avançant un manque de deux cents urgentistes sur la région, l'Agence régionale de santé (ARS) de Bourgogne-Franche-Comté doit présenter d'ici juin son projet régional de santé prévoyant des « *aménagements d'organisation* » des services d'urgences pour « *mieux répartir la présence* [des médecins] » sur le territoire. La fermeture de nuit des urgences de Clamecy permettrait de libérer un médecin pour d'autres hôpitaux. Une fermeture inacceptable dans une ville qui a déjà dû en connaître plusieurs autres.

A la veille de la venue de la ministre, l'ambiance est combative. Cette bataille pour le maintien, Alain Marchet, infirmier aux urgences de Clamecy, a l'impression de l'avoir déjà menée. En poste depuis trente-sept ans dans ce petit hôpital rural, il s'est démené, parfois pendant des années, contre la fermeture de la maternité, puis du service de chirurgie. Malgré les mobilisations, les deux ont disparu.

Que faire des quelques dizaines de « *petits* » services d'urgences, peu fréquentés, contraints pour fonctionner de recourir à des médecins intérimaires payés à prix d'or ? A cette question, la ministre de la santé, Agnès Buzyn, a récemment apporté une réponse très claire. « *Nous pourrions être amenés à fermer certains services d'urgences de proximité la nuit* », a-t-elle déclaré dans un entretien au *Quotidien du médecin*, le 8 janvier, en promettant une « *réorganisation de certains services d'urgences* », en concertation avec les urgentistes.

Où ? Combien ? Difficile pour l'instant de savoir comment se traduiront ces déclarations. A Wattrelos (Nord) ou à Thann (Haut-Rhin), des restructurations ont été récemment entreprises dans la douleur. En mars 2016, l'hôpital de Valognes (Manche) avait été le premier à transformer ses urgences en un centre de soins non programmés, fermé la nuit et les week-ends.



Le Dr Kouache, médecin urgentiste vacataire aux urgences de l'hôpital de Clamecy (Nièvre), le 27 février. JULIE GLASSBERG POUR « LE MONDE »

« Ça fait des années qu'ils ne veulent qu'un seul hôpital par région, il vont finir par y arriver ! »

ALAIN MARCHET
Infirmier

« *Ça fait des années qu'ils ne veulent qu'un seul hôpital par région, ils vont finir par y arriver* ! », lance-t-il, amer. Avec les incertitudes pesant sur les urgences, il craint désormais que les patients du bassin de Clamecy ne soient bientôt amenés à se rendre jusqu'à Auxerre, à au moins 45 kilomètres, soit plus d'une heure de route pour certains habitants, pour trouver un service d'urgence digne de ce nom.

Parmi les habitants, l'inquiétude est palpable. « *On nous dit qu'un*

AVC doit être pris en charge en moins de vingt minutes, alors ça voudrait dire qu'on est condamné ! », s'insurge Jennifer Paré, propriétaire d'un restaurant à Clamecy. Jeune maman, elle en veut à l'Etat et « *aux technocrates de Paris* » pour ces « *désertions de service publics* » qui l'amènent à questionner son choix de vivre en zone rurale. Le docteur Toufik Boubia, médecin aux urgences de l'hôpital, tire la même conclusion.

« Territoire sinistré »

En cas de perte d'un urgentiste, aucune solution n'empêcherait la « *perte en qualité de prise en charge* ». « *En cas d'urgence vitale, ça pourra aller jusqu'au décès* », assure-t-il. La réorganisation des urgences menacerait cette fois de détruire le « *dernier filet de sécurité* », selon lui. « *Rien n'a remplacé la proximité d'un bloc. Et avec la fermeture des urgences, il vaudra mieux faire un infarctus près d'Auxerre que d'ici. C'est injuste pour la population.* »

Al'origine du problème, une importante pénurie de médecins urgentistes. Selon les derniers poignets de l'association des médecins urgentistes de France (AMUF), il y a trois ans, il en manquait plus de 750 pour faire tourner correctement les services d'urgences en France. Rien que pour la Bourgogne-Franche-Comté, particulièrement touchée, l'agence régionale de santé (ARS) a calculé qu'il en manquait près de 200 cette année.

Unique recours

les prix payés aux infirmières par les établissements exploitent. Certaines gardes de 24 heures ont flambé « *jusqu'à 3 000 euros* » à Noël 2017 ou au Nouvel An, explique-t-on à l'AMUF. Pour des petits hôpitaux, la facture finit par être lourde, voire impossible à honorer. Et, dans un service comme celui de Clamecy, un médecin urgentiste ne voit en moyenne que deux urgences entre 22 heures et 8 heures du matin, fait valoir l'ARS.

L'ARS avait proposé le recours à

d'autres médecins de l'hôpital, mais les compétences d'un urgentiste sont nécessaires dans de nombreux cas, estime M. Boubia. Et le renfort de médecins généralistes pour assurer l'accueil des urgences de nuit ? L'argument ferait presque sourire les habitants. Avec 79 généralistes pour 100 000 habitants, la Nièvre affiche la deuxième démographie médicale la plus faible de toute la région. A Varzy, au sud de Clamecy, la maison de retraite ne parvient pas à trouver de médecin coordonnateur, ce qui la rend d'autant plus dépendante des urgences. « *C'est un territoire sinistré*, s'alarme le docteur Kouache, urgentiste, souvent en remplacement à Clamecy. *L'hôpital est le dernier recours pour les gens. Sans les urgences, ils ne s'en sortiraient pas.* »

Même la mutualisation des moyens avec les autres hôpitaux semble hasardeuse, sur un territoire où les temps de trajet sont

Les structures d'urgences de proximité sont souvent l'unique recours dans les déserts médicaux

Or ces petits services d'urgences sont souvent l'unique recours dans des déserts médicaux, sans médecin libéral assurant une garde de nuit. « *On doit être là au cas où. Fermer un service d'urgences quand il se situe dans une zone où l'on n'est pas à moins de trente minutes d'une urgence médicalisée est un crime* », assure Christophe Prudhomme, porte-parole de l'AMUF. « *Ce type de fermeture tombe sur les plus faibles, ceux qui n'ont pas les moyens de se défendre* », abonde le géographe de la

santé Emmanuel Vigneron, pour qui « *l'habitant de Clamecy devrait avoir le même droit d'accéder aux urgences que l'habitant de Paris* ». Que décidera Agnès Buzyn ces prochains mois ? Marisol Touraine, sa prédécesseure avenue de Ségur, n'avait finalement jamais présenté l'importante réforme territoriale de ces services pour

tant promise après le rapport que lui avait remis à l'été 2015 le docteur Jean-Yves Grall. « *Beaucoup de scénarios sont sur la table, tout est ouvert* », raconte l'un des partici-

allongés en raison du réseau routier fait de routes départementales parfois difficiles à pratiquer, à l'exception de la route nationale qui relie Varzy à Auxerre en passant par Clamecy : mais qui expose la limitation à 80 km/h...

Pour les sapeurs pompiers volontaires, qui assurent de nombreux transports vers les urgences, la perte d'un urgentiste de nuit à Clamecy serait ainsi « *une catastrophe* ». « *On passerait d'un temps d'intervention de deux heures en moyenne à quatre heures, le temps d'aller à Auxerre, tout en ayant plus d'appels à gérer* », estime David Oudard, sapeur-pompier volontaire depuis 27 ans.

Pour les Nivernais, le fait même d'envisager une fermeture partielle des urgences, et donc une baisse définitive, est incompréhensible. Notamment parce que le territoire est désigné par l'ARS comme « *rural, âgé et dévalorisé* », le profil le plus précaire de sa classification. La surmortalité y est particulièrement élevée, les taux

10 000 passages par an (c'est-à-dire les critères retenus par le rapport Grall) avait suscité un fort émoi et valu de nombreux démentis dans chacune des villes concernées. « *Il n'y aura pas de solution miracle au niveau national, c'est pourquoi les seuls ne sont pas une bonne idée, il doit y avoir une analyse de la situation au niveau de chaque territoire* », estime François Braun, le président de Samu-Urgences de France.

Restructuration larvée

Dans les faits, on assiste à une restructuration larvée, au coup par coup, de ces « *petites* » urgences, qui sont souvent celles qui ont le plus de mal à recruter des médecins. « *Une centaine de services d'urgences peuvent du jour au lendemain connaître des difficultés de fonctionnement* », estime M. Braun. Soit environ 15 % des 716 que compte la France.

Les agences régionales de santé gèrent – parfois dans l'urgence – les situations les plus critiques. Lorsque la qualité et la continuité

« **On nous dit qu'un AVC doit être pris en charge en moins de vingt minutes, alors ça voudrait dire qu'on est condamné !** »

JENNIFER PARÉ
commergante

d'hospitalisation pour cancer y sont supérieures à la moyenne, tout comme les taux d'affections de longue durée, de diabète et de troubles mentaux. Aux urgences, les médecins titulaires ne sont déjà plus que deux, après le départ de deux urgentistes l'été dernier. Le « *strict minimum* » pour Claudine Boisrocheux, maire démissionnaire de Clamecy.

« *On sait très bien comment ils font : on nous réduit les effectifs, et ensuite on nous explique qu'il faut fermer parce qu'on n'est plus assez* », fustige Gilles Noël, maire de Varzy, et vice-président de la communauté de commune. Les urgences de Montbard, en Côte-d'Or, qui ont définitivement cessé leur activité en 2016 après une fermeture de nuit, sont dans tous les esprits.

Dans la Nièvre, la santé est un service public touché parmi d'autres. Des bureaux de postes, des perceptions, et plusieurs classes ont été fermées, selon Alain Lassus, le président socialiste du département, qui fustige le « *choix des métropoles* » dans la politique du gouvernement. « *On n'a plus le droit de nous enlever quoi que ce soit* », estime-t-il.

Jany Siméon, président de la communauté de commune et maire de La Chapelle-Saint-André, abonde : « *On fait tout ce qu'on peut pour aménager nos territoires, et l'Etat fait du déniéngement* ». Lui voit aussi le risque politique : le Front national est, pour la première fois, arrivé en tête dans la Nièvre au premier tour de la présidentielle 2017. Une montée « *logique* », sur un territoire où les services publics représentent, aux yeux des habitants, le dernier gage de ne pas être des « *citoyens de seconde zone* ». ■

HÉLÉA POMMIERS

En France, des petits services menacés d'une fermeture nocturne

Face à la pénurie d'urgentistes, la ministre de la santé prévoit une « réorganisation » de certaines structures